



## En hausse

**L'ARGENTINE** - Le pays a enregistré une croissance de son produit intérieur brut de 9,9% au premier trimestre, par rapport à la même période de 2010. Le secteur de la production de biens a progressé de 10,6% au premier trimestre sur un an, celui des services de 8,7%.



## En baisse

**SEGA** - Des données personnelles de 1,29 million de clients du groupe nippon de jeux ont été dérobées lors d'une attaque de pirates informatiques sur le site Sega Pass. Celui-ci ne contenait pas d'informations sur les cartes de crédit, a assuré la société, dimanche 19 juin.

## Les cours du jour (20/06/11, 09h44)

EURO	1 euro	1,4270 dollar (achat)
OR	Once d'or	1537,50 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	91,54 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,252 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	2,719 (à dix ans)

# Sauvetage de la Grèce : l'Europe veut des garanties

De nouvelles mesures d'austérité sont attendues pour débloquer 12 milliards d'euros et activer un second plan d'aide

Luxembourg  
Envoyé spécial

Deux semaines pour éviter une faillite de la Grèce synonyme de crise systémique pour l'euro : les dirigeants européens ont engagé, dimanche 19 juin au Luxembourg, une course contre la montre à l'issue incertaine. L'heure est grave car le risque de contagion est de nouveau considéré comme élevé en raison de la confusion qui règne à Athènes, comme au sein des capitales européennes.

**L'heure est grave. Le risque de contagion est jugé élevé du fait de la confusion qui règne aujourd'hui au sein de la zone euro**

L'épreuve de vérité a plutôt mal commencé dimanche. Les ministres des finances de la zone euro réunis en présence de John Lipsky, le directeur général par intérim du Fonds monétaire international (FMI), n'ont pu débloquer comme annoncé en fin de semaine dernière la prochaine tranche du plan d'aide lancé voici un an.

Un accord était pourtant attendu dès dimanche pour verser à la fin du mois les 12 milliards d'euros promis à Athènes par la zone euro et le FMI afin d'éviter un défaut de paiement cet été. La décision a été reportée à début juillet ont annoncé les ministres, à l'issue de plus de six heures de discussions tendues.

## Un effet « domino » casserait la croissance en Europe

L'EFFET « domino » est une fois de plus le scénario qui fait trembler l'Europe à l'heure où la crise grecque regagne en intensité. Les responsables politiques s'en inquiètent tout haut alors qu'une réunion des ministres des finances de la zone euro (Eurogroupe) à Luxembourg, dimanche 19 juin, s'est conclue sans accord sur un nouveau plan de sauvetage.

Le chef de file de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a été le plus alarmiste sur ces risques de contagion. Le Luxembourgeois a accusé Berlin de « jouer avec le feu » en réclamant une participation « substantielle » des créanciers privés (banques, compagnies d'assurance) au futur mécanisme d'aide. Ce montage, a-t-il alerté, pourrait pousser les agences de notation à déclarer la Grèce en faillite et déclencher une catastrophe.

### Gare à l'onde de choc

« La contagion d'une telle banqueroute pourrait gagner le Portugal et l'Irlande, et ensuite, à cause de leur dette élevée, l'Italie et la Belgique, avant même l'Espagne », a résumé M. Juncker dans un entretien au quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* samedi. Le ministre belge des finances Didier Reynders a, lui, estimé, dans *La Tribune* de lundi, que même la France, compte tenu de « son niveau de déficit et d'endettement », pourrait devenir la cible des marchés.

Preuve de la fragilité de la situation, l'agence de notation Moody's a indiqué, vendredi, qu'elle envisageait d'abaisser la note de dette de l'Italie, actuellement fixée à

D'ici là, le FMI et les Européens refusent de s'engager tant que le Parlement grec ne vote pas le programme d'ajustement négocié ces dernières semaines avec les bailleurs de fonds internationaux.

Or à Athènes, le premier ministre socialiste George Papandréou vient de remanier son gouvernement, pour espérer conserver sa majorité. Un vote de confiance devrait avoir lieu mardi. Mais personne ne sait quant les députés pourront se prononcer sur le paquet de mesures négocié en mai avec le FMI, la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission de Bruxelles.

Certains avaient en vain espéré un vote pendant le week-end, et le soutien de l'opposition de droite aux nouvelles mesures, puisque le programme ira au-delà des prochaines élections législatives. « Vous ne pouvez pas imaginer une seconde que nous nous engageons sans que le parlement grec ait endossé le plan », a martelé dimanche Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, tout en appelant à « l'union nationale » en Grèce. Le programme comprend entre autres des privatisations massives, pour quelque 50 milliards d'euros, et de nouvelles mesures d'économies drastiques.

« On peut se demander si M. Papandréou contrôle encore la situation », note un haut responsable européen, en s'interrogeant sur les intentions du nouveau ministre des finances, Evangelos Venizélos. Cette figure du Pasok, peu connue sur la scène internationale, aura pour délicate mission de tenir les engagements pris tout

en apaisant les manifestations de rue, et la fronde syndicale.

Il n'est pas exclu qu'une nouvelle mission du FMI, de la BCE et de la Commission européenne soit renvoyée à Athènes pour examiner dans le détail les textes transmis au Parlement par le nouveau gouvernement. Afin d'éviter le pire, d'autres imaginent, à l'instar de Didier Reynders, le ministre belge des finances, que les douze milliards d'euros indispensables cet été - sur les 110 milliards du plan activé sans succès voici un an - soient versés par tranches d'ici à septembre.

Sous pression, les Européens cherchent à calmer les spéculation

autour des modalités du second plan d'aide, une enveloppe qui devrait dépasser la centaine de milliards d'euros d'ici à l'horizon 2014 ou 2015. Après trois semaines de confusion, il a été décidé que la participation des créanciers privés devra être « informelle et volontaire », comme l'avaient convenu peu ou prou la chancelière allemande Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, vendredi 17 juin à Berlin.

Un compromis qui va dans le sens de la BCE, contre l'avis initial de l'Allemagne, des Pays-Bas, et de la Finlande. Ces trois pays plaident pour un rééchelonnement contraignant de la dette, une forme de restructuration « douce ».

Il s'agira plutôt d'organiser des opérations de « roulements » (roll-overs) de la dette grecque arrivée à maturité « en évitant le défaut sélectif » du pays : les banques, fonds, et autres compagnies d'assurance seront incités à racheter des obligations grecques, après avoir été remboursés des titres arrivés à échéance. A la demande de Berlin, cette initiative dite « de Vienne » devra permettre « une réduction substantielle », mais non chiffrée à ce jour, du financement public promis à la Grèce.

Mais là encore, rien ne devrait être décidé avant début juillet. C'est-à-dire après le conseil européen - il doit se tenir les 23 et

24 juin - d'abord considéré comme crucial dans cette affaire.

L'inertie des Européens agace, dans ce contexte, leurs partenaires industrialisés : les pays du G7 ont tenu dimanche, au beau milieu de la réunion de l'Eurogroupe, une conférence téléphonique, afin d'examiner les modalités du sauvetage d'Athènes. Pour les Etats-Unis, le Japon, le Canada, ou le Royaume-Uni, l'interminable crise grecque constitue une menace majeure, surtout si les Européens s'avéraient incapables d'empêcher la faillite retentissante de l'un des leurs, une sorte de second Lehman aux conséquences incalculables. ■

Philippe Ricard

## ACTIONNAIRES DE SAINT-GOBAIN

# Un dividende en hausse de 15%

Présent dans 64 pays, Saint-Gobain est leader mondial sur les marchés de l'habitat. Le Groupe conçoit, produit et distribue des matériaux de construction en apportant des solutions innovantes aux défis de la croissance, de l'efficacité énergétique et de l'environnement.

L'assemblée Générale des actionnaires, réunie le 9 juin dernier, a approuvé la distribution d'un dividende d'un euro quinze par action, en augmentation de 15% par rapport à l'an passé. Le paiement du dividende sera effectué intégralement en numéraire.

Le dividende a été détaché de l'action le 13 juin et est mis en paiement à compter du 16 juin 2011.

**Prochain rendez-vous**  
**29 juillet**  
résultats du 1<sup>er</sup> semestre

Retrouvez l'intégralité des informations sur [www.saint-gobain.com](http://www.saint-gobain.com)

☎ N° Vert 0 800 32 33 33

[actionnaires@saint-gobain.com](mailto:actionnaires@saint-gobain.com)

**SAINT-GOBAIN**